

## Publications économiques et financières



### Conjoncture financière

N° 315 / Novembre 2020

# ÉVOLUTIONS BANCAIRES ET MONÉTAIRES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

## AU 30 JUIN 2020

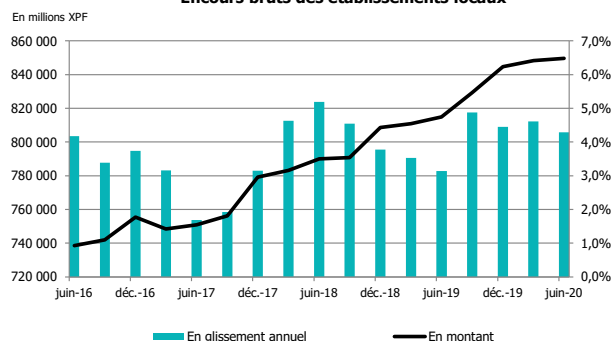
### Les crédits sont tirés par les PGE, tandis que l'épargne progresse suite au confinement

L'activité de crédit parvient à se maintenir, tirée par les crédits de trésorerie et d'investissement...

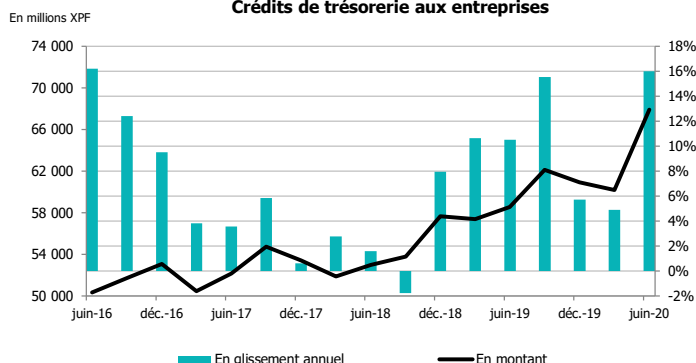
La crise sanitaire et économique du COVID-19 et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics (chômage partiel, report de cotisations, report d'échéances, PGE<sup>1</sup>) ont bousculé les équilibres économiques, entraînant notamment des répercussions sur l'épargne et l'endettement des calédoniens.

Après un regain de croissance aux trimestres précédents, l'activité de crédit des **établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE)** parvient à se maintenir, dans ce contexte exceptionnel (+4,1 % sur un an, supérieur à 4 % depuis septembre 2020 par rapport aux +3,2 % de juin 2019), tiré par les crédits de trésorerie et d'investissement des entreprises.

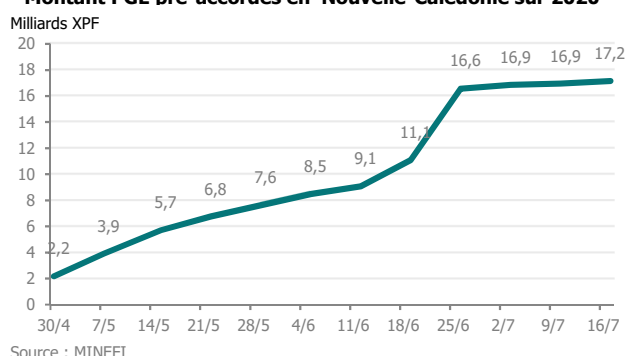
Encours bruts des établissements locaux



Crédits de trésorerie aux entreprises



Montant PGE pré-accordés en Nouvelle-Calédonie sur 2020

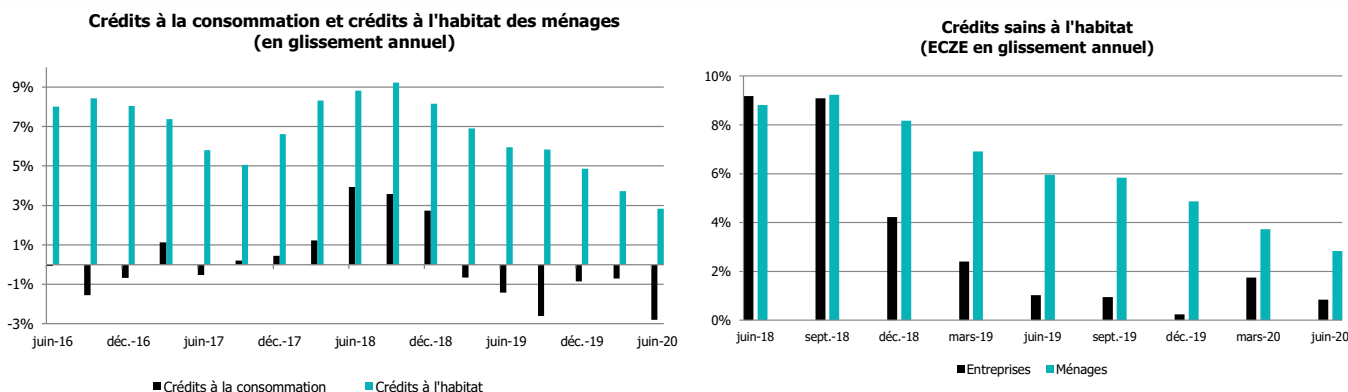


Les mesures de confinement strict de la population appliquées durant 4 semaines, au début du second trimestre 2020, ont entraîné une forte baisse de l'activité des entreprises, provoquant un accroissement des tensions de trésorerie. Ainsi, un grand nombre d'entre elles ont dû recourir au **Prêt Garanti par l'Etat (PGE)** se traduisant par une hausse de 10,8 milliards XPF de la production de crédits de trésorerie entre avril et juin (par rapport au trimestre précédent). En conséquence, l'encours des crédits de trésorerie fait un bond de 9,4 mds XPF, atteignant 67,9 milliards XPF (contre +2,8 mds XPF au trimestre précédent). Cette

<sup>1</sup> Prêt consenti par les banques aux entreprises de toutes tailles, quelle que soit leur forme juridique (hors sociétés civiles immobilières, établissements de crédit et sociétés de financement) dont le montant ne peut excéder trois mois de chiffre d'affaires, ou deux ans de masse salariale pour les entreprises nouvelles ou innovantes. Destiné à soutenir la trésorerie des entreprises, il bénéficie d'une garantie de l'État à hauteur de 90 %, 70 % ou 80 % si l'entreprise emploie plus de 5 000 salariés ou réalise un chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard d'euros soit 179 milliards XPF.

progression est toutefois compensée par une baisse de l'encours des découverts (-2,2 mds XPF), dont les conditions sont bien moins favorables. Les crédits d'investissements des entreprises contribuent sensiblement (+8,6 mds XPF), à la hausse de l'encours sain total. Toutefois, la progression de l'encours de ce type de crédit tient essentiellement à des événements survenus en 2019 : d'une part, à des investissements exceptionnels dans le domaine des transports en fin d'année 2019, avec l'acquisition des nouveaux avions d'Airalin, et d'autre part à un effet de base : l'encours des crédits d'investissement enregistrant un recul au 2<sup>e</sup> trimestre 2019.

### ...mais qui subit toujours le ralentissement des crédits à l'habitat et la baisse des crédits à la consommation



En arrière-plan, le ralentissement de l'encours des crédits à l'habitat des ménages et des entreprises, et le recul des crédits à la consommation, contribuent toujours au ralentissement tendanciel de l'encours sain total. En une année, les hausses des encours de crédits à l'habitat, qui représentent la moitié de l'encours de crédits sains total, passent de +6,0 % à +2,8 % pour les ménages et de +1,0 % à +0,8 % pour les entreprises en rythme annuel. Depuis 2018, année marquée par un dynamisme inhabituel, l'encours des crédits à la consommation n'a cessé de se contracter (-2,8 % sur un an à fin juin 2020), contribuant, dans une moindre mesure que les crédits à l'habitat, à la décélération de la croissance de l'encours de crédits sains des ménages (+1,9 %, après +4,7 % un an auparavant).

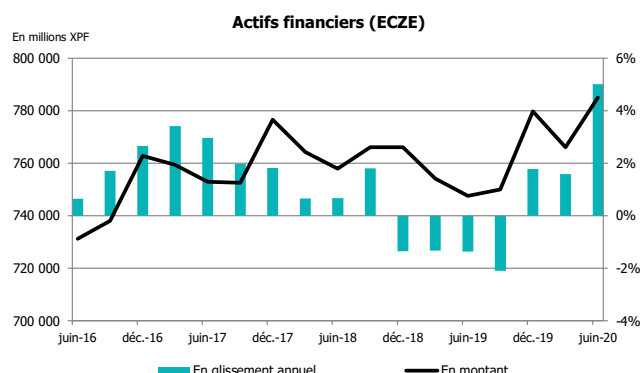
À fin juin 2020, la **qualité du portefeuille** des établissements de crédit se dégrade légèrement. L'encours relatif aux créances douteuses brutes progresse plus rapidement que l'encours brut total (+10,4 %, contre 4,3 %) induisant une hausse du taux de créances douteuses, qui s'établit à 3,66 % (contre 3,46 % un an auparavant).

En complément des opérations réalisées avec les intervenants du système bancaire local, les agents économiques calédoniens ont recours à des financements auprès d'établissements situés **hors de la zone d'émission (ECHZE)**. L'encours brut des établissements ECHZE s'accroît sensiblement à fin juin 2020 (+7,2 %, après +2,5 % un an auparavant) suite au prêt consenti par l'AFD à la Nouvelle-Calédonie, dans le but de financer les dépenses liées à la crise du COVID-19. Ainsi la part de marché des collectivités locales passe à 33,6 % du total des engagements sains, après 32,9 % un an auparavant. Par construction, ce prêt exceptionnel dynamise également la croissance de l'encours brut total des crédits consentis à l'économie calédonienne par l'ensemble des établissements de crédit (ECZE et ECHZE) qui progresse de +5,2 % sur un an (après +2,9 % en juin 2019) et s'élève à **1 278,5 milliards XPF** à fin juin 2020.

### Hausse sensible de la collecte d'épargne, en lien avec les mesures de lutte contre la COVID

L'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques (résidents et non résidents) dans les établissements de crédit installés localement atteint 785 milliards XPF à fin juin 2020. Il bondit de 5,0 % sur un an (contre -1,4 % un an auparavant). Cette hausse sensible s'explique, pour une large part, par les mesures mises en place par les pouvoirs publics locaux et l'État, pour limiter les conséquences de la période de confinement, entraînant une **progression significative de l'épargne des ménages et des entreprises**.

La collecte des **dépôts des ménages** enregistre une hausse sensible de 14,2 mds XPF sur un an (+3,3 %) portée par les **dépôts à vue** (+9,1 %). Les ménages enregistrent une hausse cumulée des flux de dépôts totaux de 9,7 milliards XPF entre avril et juin 2020 (contre +3,6 milliards XPF sur la même période l'année précédente), dont 8,6 milliards XPF pour les seuls mois d'avril et mai. En effet, durant ces deux mois de confinement, ils ont été contraints dans leurs possibilités de consommation, alors que leurs revenus ont été en majorité maintenus<sup>2</sup>.



<sup>2</sup> Les salariés des secteurs les plus touchés ayant pu, dans leur ensemble, bénéficier des mesures de chômage partiel et ceux des autres secteurs du privé et du secteur public ayant dans leur majorité conservé leur rémunération.

Les **dépôts des entreprises** progressent de 27,5 mds XPF (+13,1 %) sur un an, principalement du fait de la collecte des dépôts à vue (+15,0 %). Cette hausse remarquable, (+15,7 milliards XPF d'avril à juin, contre -1,8 milliards XPF sur la même période en 2019), est à mettre en rapport avec une mobilisation par les entreprises de leur épargne placée. À cela s'ajoutent les effets des reports des cotisations, des reports d'échéances des prêts bancaires, et surtout **l'apport de trésorerie des PGE**. Il convient de noter qu'en dépit de ce recours à leur épargne placée, celle-ci, constituée essentiellement de dépôts à terme, continue de progresser sur un an (+7,5 %) grâce à un effet de base.

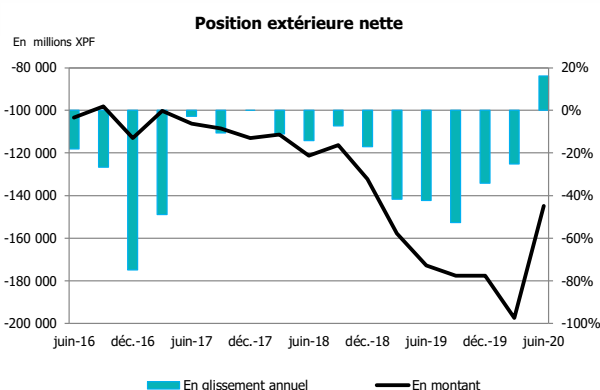
Dans le même temps, le rythme de croissance des encours des **placements hors zone d'émission**<sup>3</sup> continue de ralentir (+0,4 %, après +2,5 % un an auparavant), sous l'effet des encours d'assurance-vie (84 % des placements HZE) qui ralentissent également (+2,3 %, après +5,1 % un an plus tôt). L'encours des livrets A et bleus, détenus essentiellement par les ménages (13 % des placements hors zone), se retourne légèrement à la hausse (+0,7 %) après plusieurs trimestres de baisse.

## Le déficit emplois-ressources de la place bancaire se stabilise à un niveau élevé

Le système bancaire local voit son **solde emplois-ressources clientèle**<sup>4</sup>, se stabilise à un niveau élevé de 245 milliards XPF (-0,3 % sur un an). Cette stabilisation du déficit sur un an, s'explique par une hausse des encours de crédits bruts (+34,9 milliards XPF sur un an), équivalente à celle des dépôts sur la même période (+35,6 milliards XPF). Les dépôts collectés couvrent 76 % des ressources locales des établissements calédoniens, après 84 % à fin juin 2019.

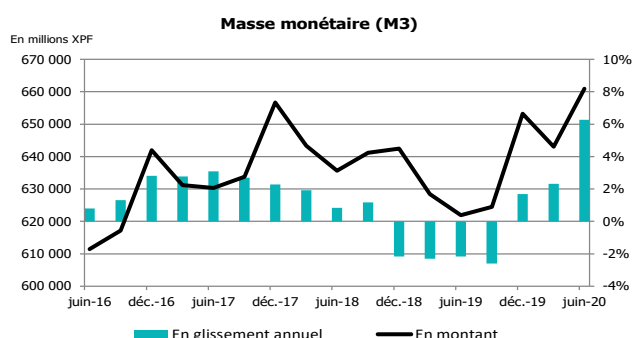
Afin de financer leur déficit emplois-ressources les banques ont recours principalement à des emprunts interbancaires auprès des maisons-mères, ainsi que dans une moindre mesure à des financements de l'IEOM (réescompte<sup>5</sup> et lignes de refinancement), et par la collecte de dépôts hors zone. La gestion de ce déficit est plus délicate pour les établissements de la place qui n'appartiennent pas à un réseau bancaire national. Ainsi, certaines banques peuvent avoir recours en complément à des ressources de marché, notamment des émissions de titres de créances négociables<sup>6</sup>. Ces derniers s'élèvent à 55 milliards XPF à fin juin 2020, après 62 milliards XPF un an auparavant. La **mise en place de nouveaux instruments de politique monétaire à maturité allongée par l'IEOM élargit le refinancement** des banques<sup>7</sup> et favorise leur soutien à l'économie. Ainsi, d'avril à août 2020 l'IEOM a ajouté de nouvelles de lignes de refinancement (LR) de 12 et 24 mois à un taux de -0,1 %, pour une enveloppe totale autour de 125 milliards XPF (depuis fin 2019) ; l'IEOM a aussi élargi aux créances immobilières le collatéral accepté en garantie. En sus, le conseil de surveillance de l'IEOM du 1<sup>er</sup> septembre 2020 a décidé de proposer une nouvelle ligne de refinancement de 50 Mds XPF, en 2 tranches, au taux de 0 % et d'une durée de 36 mois.

Dans le même temps, la **position extérieure nette** en dégradation continue depuis 2018 **se redresse** à -145 milliards XPF (après -173 milliards XPF en juin 2019). Le solde entre les avoirs des établissements de crédit et leurs engagements hors de la zone d'émission, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, s'améliore en rythme annuel (+16,1 %), du fait de la baisse des engagements hors zone d'émission (-24,8 milliards XPF), tandis que les avoirs des établissements de crédits hors zone d'émission progressent (+3 milliards XPF).



## La masse monétaire poursuit son redressement, entamé en fin d'année 2019

La **masse monétaire (M3) progresse** pour le troisième trimestre consécutif. A fin juin 2020, elle s'inscrit en hausse de 6,3 % en rythme annuel (après -2,2 % un an plus tôt), pour s'établir à 661 milliards XPF. Cette forte croissance s'explique principalement par celle de l'encours des dépôts à vue (+14,3 %, après +0,4 % un an auparavant) pour les raisons évoquées plus haut, tandis que le recul des dépôts à terme (-8,6 %) limite quelque peu cette progression atypique.



<sup>3</sup> Parallèlement aux dépôts conservés sur des supports locaux, le système bancaire calédonien collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables dans le cadre de son activité de financement, et gérés hors de la zone d'émission

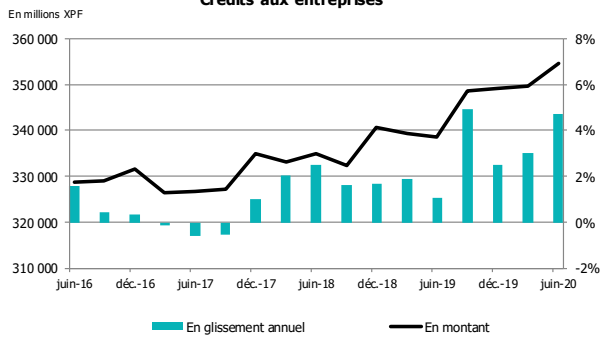
<sup>4</sup> Différence entre le montant de l'encours de crédit et le montant de l'encours des dépôts collectés localement

<sup>5</sup> Dispositif qui permet à un établissement de crédit d'obtenir des liquidités auprès de l'IEOM pour une durée supérieure à la journée en contrepartie d'une cession temporaire de créances admissibles au réescompte

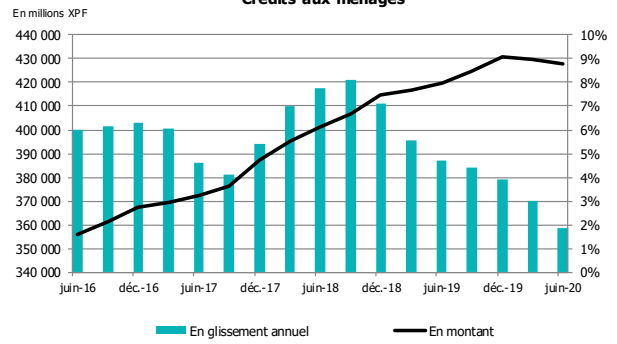
<sup>6</sup> Formules de placements à échéance fixe, d'une durée comprise entre 1 jour et 7 ans. Le montant unitaire minimum d'un placement étant relativement élevé, les TCN sont rarement souscrits par des particuliers, mais plutôt par les grands investisseurs et les organismes de placement collectif (OPCVM). Entrent dans la catégorie des TCN : - Les Certificats de Dépôts - Les Bons à Moyen Terme Négociables - Les Billets de Trésorerie - Les Bons des Institutions Financières Spécialisées.

<sup>7</sup> Ces refinancements de banque centrale représentent désormais autour de 7 % du total du bilan des banques FBf (à juin 2020). Ce sont des ressources plus longues, qui apportent par conséquent une certaine stabilité dans leur refinancement.

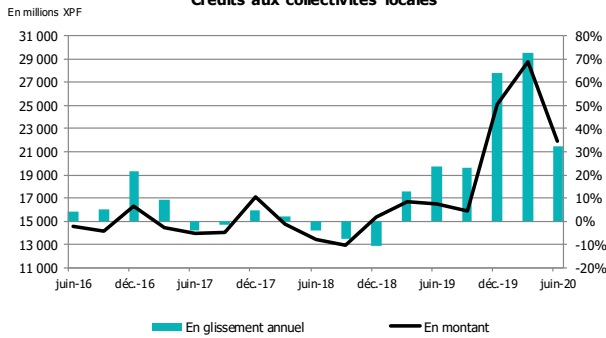
**Crédits aux entreprises**



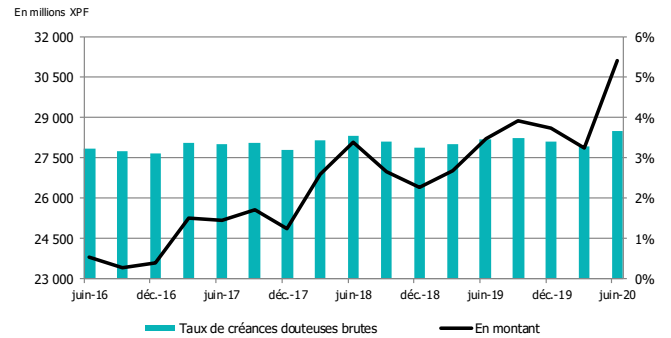
**Crédits aux ménages**



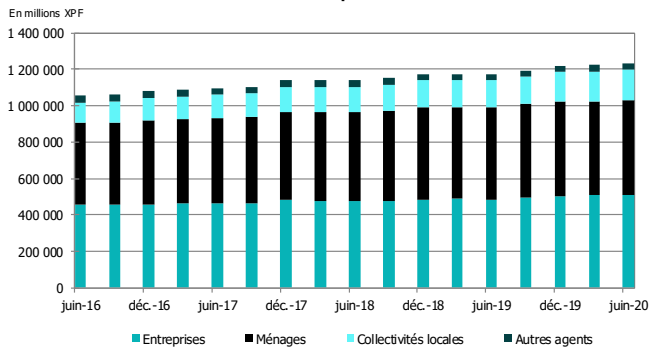
**Crédits aux collectivités locales**



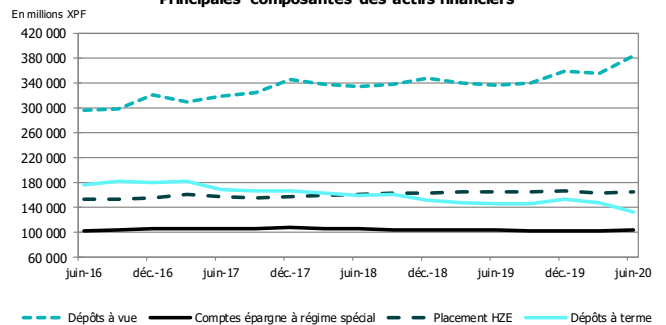
**Créances douteuses brutes (ECZE)**



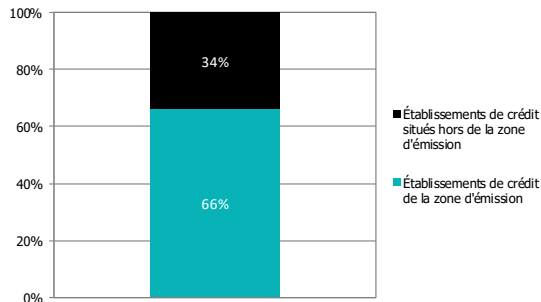
**Crédits sains accordés par l'ensemble des EC**



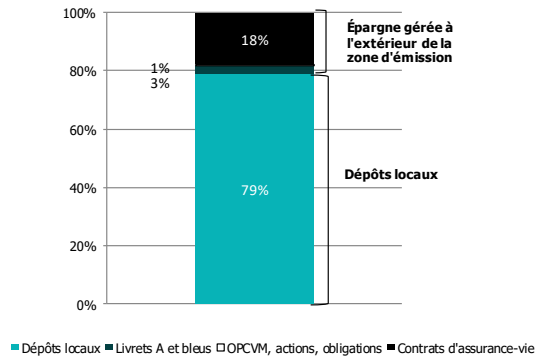
**Principales composantes des actifs financiers**



**Répartition des concours bancaires sains au 30/06/2020**



**Répartition des dépôts au 30/06/2020**



## Tableaux statistiques

### Le système bancaire local

#### Composantes de la masse monétaire

En millions de XPF	juin-16	juin-17	juin-18	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20	Variations	
									1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	19 293	20 790	21 712	22 408	23 126	23 778	23 140	24 201	1,8%	8,0%
<i>Billets</i>	17 172	18 571	19 472	20 137	20 848	21 469	20 842	21 882	1,9%	8,7%
<i>Pièces</i>	2 120	2 219	2 240	2 272	2 278	2 309	2 298	2 319	0,5%	2,1%
Dépôts à vue	296 536	319 042	334 023	335 255	338 374	358 633	354 200	383 363	6,9%	14,3%
<b>TOTAL M1</b>	<b>315 829</b>	<b>339 832</b>	<b>355 735</b>	<b>357 664</b>	<b>361 500</b>	<b>382 411</b>	<b>377 340</b>	<b>407 564</b>	<b>6,6%</b>	<b>14,0%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>118 678</b>	<b>121 602</b>	<b>121 674</b>	<b>119 267</b>	<b>117 733</b>	<b>117 920</b>	<b>118 675</b>	<b>120 827</b>	<b>2,5%</b>	<b>1,3%</b>
Comptes sur livrets	118 193	121 146	121 221	118 803	117 270	117 454	118 178	120 292	2,4%	1,3%
Comptes épargne logement	485	456	453	464	462	466	497	535	14,8%	15,2%
<b>TOTAL M2</b>	<b>434 508</b>	<b>461 434</b>	<b>477 409</b>	<b>476 931</b>	<b>479 232</b>	<b>500 331</b>	<b>496 015</b>	<b>528 391</b>	<b>5,6%</b>	<b>10,8%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>176 960</b>	<b>168 865</b>	<b>158 221</b>	<b>144 951</b>	<b>145 230</b>	<b>152 924</b>	<b>147 000</b>	<b>132 511</b>	<b>-13,3%</b>	<b>-8,6%</b>
Dépôts à terme	176 960	168 865	158 221	144 951	145 230	152 924	147 000	132 511	-13,3%	-8,6%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>TOTAL M3</b>	<b>611 467</b>	<b>630 299</b>	<b>635 630</b>	<b>621 882</b>	<b>624 462</b>	<b>653 255</b>	<b>643 016</b>	<b>660 902</b>	<b>1,2%</b>	<b>6,3%</b>
<b>P1</b>	<b>4 823</b>	<b>4 891</b>	<b>4 816</b>	<b>4 639</b>	<b>4 523</b>	<b>4 538</b>	<b>4 518</b>	<b>4 537</b>	<b>0,0%</b>	<b>-2,2%</b>
Plans d'épargne logement	4 525	4 581	4 499	4 356	4 253	4 275	4 266	4 231	-1,0%	-2,9%
Autres comptes d'épargne à régime spécial	298	311	317	282	270	263	252	306	16,4%	8,3%
<b>M3+P1</b>	<b>616 290</b>	<b>635 191</b>	<b>640 446</b>	<b>626 521</b>	<b>628 985</b>	<b>657 792</b>	<b>647 534</b>	<b>665 438</b>	<b>1,2%</b>	<b>6,2%</b>

#### Contreparties de la masse monétaire

En millions de XPF	juin-16	juin-17	juin-18	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>173 987</b>	<b>170 108</b>	<b>142 816</b>	<b>142 048</b>	<b>157 640</b>	<b>161 388</b>	<b>141 030</b>	<b>152 119</b>	<b>-5,7%</b>	<b>7,1%</b>
Institut d'émission	81 160	66 989	52 377	53 829	59 407	71 196	78 514	60 902	-14,5%	13,1%
Établissements de crédit	92 826	103 119	90 440	88 219	98 233	90 192	62 516	91 217	1,1%	3,4%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>23 715</b>	<b>24 689</b>	<b>24 771</b>	<b>24 773</b>	<b>24 715</b>	<b>25 214</b>	<b>25 204</b>	<b>25 682</b>	<b>1,9%</b>	<b>3,7%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>413 766</b>	<b>435 502</b>	<b>468 043</b>	<b>455 061</b>	<b>442 108</b>	<b>466 653</b>	<b>476 782</b>	<b>483 101</b>	<b>3,5%</b>	<b>6,2%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	738 504	750 982	789 967	814 807	829 350	844 665	848 304	849 722	0,6%	4,3%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	324 738	315 480	321 925	359 746	387 243	378 012	371 522	366 621	-3,0%	1,9%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>76 410</i>	<i>80 037</i>	<i>78 962</i>	<i>72 666</i>	<i>72 822</i>	<i>73 485</i>	<i>73 791</i>	<i>78 403</i>	6,7%	7,9%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>14 197</i>	<i>15 199</i>	<i>15 672</i>	<i>15 911</i>	<i>16 396</i>	<i>15 591</i>	<i>15 446</i>	<i>16 534</i>	6,1%	3,9%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>196 199</i>	<i>209 378</i>	<i>211 799</i>	<i>260 950</i>	<i>275 835</i>	<i>267 786</i>	<i>259 981</i>	<i>236 170</i>	-11,8%	-9,5%
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>4 823</i>	<i>4 891</i>	<i>4 816</i>	<i>4 639</i>	<i>4 523</i>	<i>4 538</i>	<i>4 518</i>	<i>4 537</i>	0,0%	-2,2%
<i>Divers</i>	<i>33 110</i>	<i>5 975</i>	<i>10 676</i>	<i>5 580</i>	<i>17 666</i>	<i>16 613</i>	<i>17 787</i>	<i>30 977</i>	86,5%	n.s
<b>Total M3</b>	<b>611 467</b>	<b>630 299</b>	<b>635 630</b>	<b>621 882</b>	<b>624 462</b>	<b>653 255</b>	<b>643 016</b>	<b>660 902</b>	<b>1,2%</b>	<b>6,3%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-103 373</b>	<b>-106 259</b>	<b>-121 360</b>	<b>-172 731</b>	<b>-177 602</b>	<b>-177 594</b>	<b>-197 465</b>	<b>-144 953</b>	<b>18,4%</b>	<b>16,1%</b>

#### Équilibre emplois - ressources

En millions de XPF	juin-16	juin-17	juin-18	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Emplois</b>	<b>795 973</b>	<b>795 588</b>	<b>828 620</b>	<b>848 085</b>	<b>857 967</b>	<b>897 517</b>	<b>928 977</b>	<b>940 294</b>	<b>4,8%</b>	<b>10,9%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts (1)	738 504	750 982	789 967	814 807	829 350	844 665	848 304	849 722	0,6%	4,3%
Réserves obligatoires et libres	57 469	44 606	38 653	33 278	28 617	52 852	80 674	90 573	71,4%	172,2%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ressources</b>	<b>795 973</b>	<b>795 588</b>	<b>828 620</b>	<b>848 085</b>	<b>857 967</b>	<b>897 517</b>	<b>928 977</b>	<b>940 294</b>	<b>4,8%</b>	<b>10,9%</b>
Dépôts collectés (- encaisses) (2)	562 162	579 513	583 426	568 809	570 561	597 464	588 353	604 448	1,2%	6,3%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	90 606	95 236	94 633	88 577	89 218	89 076	89 237	94 938	6,6%	7,2%
Excédent des opérations diverses des EC	23 098	4 684	11 232	7 955	10 721	20 721	31 958	40 698	96,4%	n.s
Financements IEOM (dont réescompte et LR)	16 733	9 896	17 969	10 012	9 865	12 662	21 964	55 258	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	103 373	106 259	121 360	172 731	177 602	177 594	197 465	144 953	-18,4%	-16,1%
<b>Solde Emplois-Ressources Clientèle (=1-2)*</b>	<b>176 341</b>	<b>171 470</b>	<b>206 542</b>	<b>245 998</b>	<b>258 789</b>	<b>247 201</b>	<b>259 950</b>	<b>245 274</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-0,3%</b>

\* Solde positif = déficit ; Solde négatif = excédent

#### Ressources bancaires mobilisables (hors interbancaire)

En millions de XPF	juin-16	juin-17	juin-18	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Total ressources</b>	<b>609 753</b>	<b>620 569</b>	<b>627 478</b>	<b>645 907</b>	<b>649 630</b>	<b>685 269</b>	<b>674 581</b>	<b>675 335</b>	<b>-1,4%</b>	<b>4,6%</b>
Dépôts locaux (hors non-résidents)	562 999	577 894	576 281	562 580	564 583	584 914	579 110	597 166	2,1%	6,1%
Dépôts non résidents FBF	15 704	18 659	21 688	21 061	21 095	28 750	24 956	23 392	-18,6%	11,1%
Titres de créances négociables	31 050	24 016	29 509	62 267	63 951	71 605	70 515	54 777	-23,5%	-12,0%

## Les placements

En millions de XPF	juin-16	juin-17	juin-18	juin-19	sept-19	déc-19	mars-20	juin-20	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>211 175</b>	<b>217 745</b>	<b>220 373</b>	<b>209 401</b>	<b>215 072</b>	<b>241 681</b>	<b>231 735</b>	<b>236 877</b>	<b>-2,0%</b>	<b>13,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>143 126</b>	<b>150 471</b>	<b>166 716</b>	<b>166 408</b>	<b>169 747</b>	<b>186 112</b>	<b>176 633</b>	<b>191 295</b>	<b>2,8%</b>	<b>15,0%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>67 015</b>	<b>66 257</b>	<b>52 957</b>	<b>42 297</b>	<b>44 651</b>	<b>54 940</b>	<b>54 875</b>	<b>45 352</b>	<b>-17,5%</b>	<b>7,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	137	118	173	182	187	173	230	217	25,2%	19,6%
Placements indexés sur les taux de marché	66 878	66 139	52 785	42 115	44 464	54 766	54 645	45 134	-17,6%	7,2%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>65 761</i>	<i>65 525</i>	<i>52 635</i>	<i>41 970</i>	<i>44 405</i>	<i>54 707</i>	<i>54 586</i>	<i>45 097</i>	<i>-17,6%</i>	<i>7,5%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>1 117</i>	<i>613</i>	<i>150</i>	<i>145</i>	<i>59</i>	<i>59</i>	<i>59</i>	<i>37</i>	<i>-36,8%</i>	<i>-74,2%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 034</b>	<b>1 017</b>	<b>699</b>	<b>697</b>	<b>674</b>	<b>629</b>	<b>226</b>	<b>231</b>	<b>-63,3%</b>	<b>-66,8%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>1 008</i>	<i>980</i>	<i>690</i>	<i>687</i>	<i>664</i>	<i>620</i>	<i>219</i>	<i>223</i>	<i>-64,0%</i>	<i>-67,5%</i>
<b>Ménages</b>	<b>403 596</b>	<b>417 447</b>	<b>422 428</b>	<b>427 007</b>	<b>426 677</b>	<b>430 132</b>	<b>427 693</b>	<b>441 189</b>	<b>2,6%</b>	<b>3,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>122 483</b>	<b>130 383</b>	<b>134 489</b>	<b>137 514</b>	<b>137 627</b>	<b>140 408</b>	<b>141 701</b>	<b>150 071</b>	<b>6,9%</b>	<b>9,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>149 092</b>	<b>150 318</b>	<b>146 688</b>	<b>144 168</b>	<b>142 997</b>	<b>141 808</b>	<b>141 591</b>	<b>144 607</b>	<b>2,0%</b>	<b>0,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	113 341	116 483	117 087	114 294	112 939	113 412	113 303	116 118	2,4%	1,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>91 702</i>	<i>95 146</i>	<i>95 845</i>	<i>93 401</i>	<i>92 341</i>	<i>92 600</i>	<i>92 569</i>	<i>94 971</i>	<i>2,6%</i>	<i>1,7%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>485</i>	<i>456</i>	<i>453</i>	<i>464</i>	<i>462</i>	<i>466</i>	<i>496</i>	<i>535</i>	<i>14,8%</i>	<i>15,2%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	35 752	33 835	29 601	29 874	30 058	28 396	28 289	28 489	0,3%	-4,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>35 339</i>	<i>33 549</i>	<i>29 402</i>	<i>29 741</i>	<i>29 940</i>	<i>28 341</i>	<i>28 176</i>	<i>28 375</i>	<i>0,1%</i>	<i>-4,6%</i>
<i>dont bons de caisse</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s.</i>	<i>n.s.</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>412</i>	<i>286</i>	<i>199</i>	<i>133</i>	<i>118</i>	<i>55</i>	<i>112</i>	<i>114</i>	<i>107,6%</i>	<i>-14,6%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>132 021</b>	<b>136 746</b>	<b>141 251</b>	<b>145 325</b>	<b>146 053</b>	<b>147 916</b>	<b>144 401</b>	<b>146 511</b>	<b>-1,0%</b>	<b>0,8%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>4 525</i>	<i>4 581</i>	<i>4 497</i>	<i>4 354</i>	<i>4 252</i>	<i>4 274</i>	<i>4 260</i>	<i>4 224</i>	<i>-1,2%</i>	<i>-3,0%</i>
<i>dont portefeuilles-titres</i>	<i>3 464</i>	<i>3 759</i>	<i>3 499</i>	<i>2 826</i>	<i>2 829</i>	<i>2 759</i>	<i>2 127</i>	<i>2 368</i>	<i>-14,2%</i>	<i>-16,2%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>2 965</i>	<i>1 873</i>	<i>1 461</i>	<i>1 293</i>	<i>1 288</i>	<i>818</i>	<i>1 031</i>	<i>1 135</i>	<i>38,8%</i>	<i>-12,2%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>120 769</i>	<i>126 222</i>	<i>131 477</i>	<i>136 569</i>	<i>137 412</i>	<i>139 803</i>	<i>136 731</i>	<i>138 477</i>	<i>-0,9%</i>	<i>1,4%</i>
<b>Autres agents</b>	<b>116 392</b>	<b>117 668</b>	<b>115 089</b>	<b>111 120</b>	<b>108 251</b>	<b>107 911</b>	<b>106 659</b>	<b>106 957</b>	<b>-0,9%</b>	<b>-3,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>30 927</b>	<b>38 188</b>	<b>32 818</b>	<b>31 333</b>	<b>30 999</b>	<b>32 113</b>	<b>35 866</b>	<b>41 997</b>	<b>30,8%</b>	<b>34,0%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>83 974</b>	<b>77 835</b>	<b>80 670</b>	<b>78 097</b>	<b>75 556</b>	<b>74 275</b>	<b>69 447</b>	<b>63 580</b>	<b>-14,4%</b>	<b>-18,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	5 198	4 998	4 411	4 789	4 604	4 331	5 140	4 489	3,7%	-6,2%
Placements indexés sur les taux de marché	78 776	72 836	76 258	73 308	70 953	69 944	64 306	59 091	-15,5%	-19,4%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>75 859</i>	<i>69 790</i>	<i>76 184</i>	<i>73 240</i>	<i>70 885</i>	<i>69 876</i>	<i>64 238</i>	<i>59 039</i>	<i>-15,5%</i>	<i>-19,4%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>2 836</i>	<i>2 965</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s.</i>	<i>n.s.</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 492</b>	<b>1 645</b>	<b>1 602</b>	<b>1 690</b>	<b>1 695</b>	<b>1 523</b>	<b>1 346</b>	<b>1 380</b>	<b>-9,4%</b>	<b>-18,3%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>731 163</b>	<b>752 860</b>	<b>757 890</b>	<b>747 528</b>	<b>750 000</b>	<b>779 725</b>	<b>766 086</b>	<b>785 024</b>	<b>0,7%</b>	<b>5,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>296 536</b>	<b>319 042</b>	<b>334 023</b>	<b>335 255</b>	<b>338 374</b>	<b>358 633</b>	<b>354 200</b>	<b>383 363</b>	<b>6,9%</b>	<b>14,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>300 081</b>	<b>294 409</b>	<b>280 315</b>	<b>264 562</b>	<b>263 205</b>	<b>271 023</b>	<b>265 913</b>	<b>253 539</b>	<b>-6,5%</b>	<b>-4,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	118 676	121 599	121 671	119 264	117 729	117 917	118 673	120 825	2,5%	1,3%
Placements indexés sur les taux de marché	181 405	172 810	158 644	145 298	145 475	153 106	147 240	132 714	-13,3%	-8,7%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>134 546</b>	<b>139 408</b>	<b>143 552</b>	<b>147 711</b>	<b>148 421</b>	<b>150 069</b>	<b>145 973</b>	<b>148 123</b>	<b>-1,3%</b>	<b>0,3%</b>

	En millions de XPF								Variations	
	juin-16	juin-17	juin-18	juin-19	sept-19	déc-19	mars-20	juin-20	1 sem	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	<b>578 703</b>	<b>596 553</b>	<b>597 969</b>	<b>583 640</b>	<b>585 678</b>	<b>613 663</b>	<b>604 066</b>	<b>620 558</b>	<b>1,1%</b>	<b>6,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>296 536</b>	<b>319 042</b>	<b>334 023</b>	<b>335 255</b>	<b>338 374</b>	<b>358 633</b>	<b>354 200</b>	<b>383 363</b>	<b>6,9%</b>	<b>14,3%</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>102 371</b>	<b>105 681</b>	<b>105 724</b>	<b>103 434</b>	<b>102 075</b>	<b>102 106</b>	<b>102 865</b>	<b>104 685</b>	<b>2,5%</b>	<b>1,2%</b>
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>96 566</i>	<i>99 826</i>	<i>99 952</i>	<i>97 835</i>	<i>96 602</i>	<i>96 609</i>	<i>97 359</i>	<i>99 112</i>	<i>2,6%</i>	<i>1,3%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>485</i>	<i>456</i>	<i>453</i>	<i>464</i>	<i>462</i>	<i>466</i>	<i>497</i>	<i>535</i>	<i>14,8%</i>	<i>15,2%</i>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>4 525</i>	<i>4 581</i>	<i>4 499</i>	<i>4 356</i>	<i>4 253</i>	<i>4 275</i>	<i>4 266</i>	<i>4 231</i>	<i>-1,0%</i>	<i>-2,9%</i>
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>298</i>	<i>311</i>	<i>317</i>	<i>282</i>	<i>270</i>	<i>263</i>	<i>252</i>	<i>306</i>	<i>16,4%</i>	<i>8,3%</i>
<b>Placements indexés sur les taux de marché</b>	<b>179 795</b>	<b>171 830</b>	<b>158 221</b>	<b>144 951</b>	<b>145 230</b>	<b>152 924</b>	<b>147 000</b>	<b>132 511</b>	<b>-13,3%</b>	<b>-8,6%</b>
<i>Dépôts à terme</i>	<i>176 960</i>	<i>168 865</i>	<i>158 221</i>	<i>144 951</i>	<i>145 230</i>	<i>152 924</i>	<i>147 000</i>	<i>132 511</i>	<i>-13,3%</i>	<i>-8,6%</i>
<i>Bons de caisse</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s.</i>	<i>n.s.</i>
<i>Obligations</i>	<i>2 836</i>	<i>2 965</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s.</i>	<i>n.s.</i>
<b>Épargne hors zone d'émission</b>	<b>152 461</b>	<b>156 306</b>	<b>159 921</b>	<b>163 887</b>	<b>164 322</b>	<b>166 061</b>	<b>162 020</b>	<b>164 465</b>	<b>-1,0%</b>	<b>0,4%</b>
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>21 412</i>	<i>20 966</i>	<i>20 781</i>	<i>20 537</i>	<i>20 451</i>	<i>20 469</i>	<i>20 178</i>	<i>20 677</i>	<i>1,0%</i>	<i>0,7%</i>
<i>dont actions</i>	<i>2 962</i>	<i>2 792</i>	<i>3 051</i>	<i>2 419</i>	<i>2 644</i>	<i>2 657</i>	<i>2 658</i>	<i>2 250</i>	<i>-15,3%</i>	<i>-7,0%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>1 685</i>	<i>1 594</i>	<i>951</i>	<i>1 157</i>	<i>1 083</i>	<i>782</i>	<i>771</i>	<i>491</i>	<i>-37,2%</i>	<i>-57,6%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>2 056</i>	<i>1 413</i>	<i>832</i>	<i>402</i>	<i>401</i>	<i>347</i>	<i>245</i>	<i>203</i>	<i>-41,4%</i>	<i>-49,5%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>5 275</i>	<i>4 105</i>	<i>3 575</i>	<i>3 078</i>	<i>3 249</i>	<i>3 064</i>	<i>3 057</i>	<i>2 368</i>	<i>-22,7%</i>	<i>-23,1%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>119 587</i>	<i>123 966</i>	<i>128 778</i>	<i>135 314</i>	<i>135 916</i>	<i>136 569</i>	<i>137 412</i>	<i>138 477</i>	<i>1,4%</i>	<i>2,3%</i>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>731 163</b>	<b>752 860</b>	<b>757 890</b>	<b>747 528</b>	<b>750 000</b>	<b>779 725</b>	<b>766 086</b>	<b>785 024</b>	<b>0,7%</b>	<b>5,0%</b>
<i>dont dépôts de non résidents</i>	<i>15 704</i>	<i>18 659</i>	<i>21 688</i>	<i>21 061</i>	<i>21 095</i>	<i>28 750</i>	<i>24 956</i>	<i>23 392</i>	<i>-18,6%</i>	<i>11,1%</i>

## Les concours des établissements locaux

En millions de XPF	juin-16	juin-17	juin-18	juin-19	sept-19	déc-19	mars-20	juin-20	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	79 098	78 142	78 865	83 777	87 744	86 224	86 150	90 098	4,5%	7,5%
<i>Créances commerciales</i>	2 922	2 841	2 746	2 244	2 874	2 125	1 914	1 394	-34,4%	-37,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	50 355	52 145	52 970	58 538	62 125	60 941	60 195	67 909	11,4%	16,0%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	1 452	1 502	1 768	1 858	1 862	1 882	1 932	2 230	18,5%	20,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	25 821	23 155	23 148	22 996	22 745	23 158	24 040	20 795	-10,2%	-9,6%
Crédits d'investissement	183 936	181 416	183 841	182 221	188 327	190 708	190 795	190 904	0,1%	4,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	174 710	172 671	175 310	173 178	179 150	181 384	181 667	181 945	0,3%	5,1%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	5 221	4 879	4 693	4 855	4 796	4 783	4 773	4 752	-0,7%	-2,1%
<i>Crédit-bail</i>	9 227	8 746	8 531	9 042	9 177	9 324	9 128	8 960	-3,9%	-0,9%
Crédits à l'habitat	54 916	56 865	62 088	62 727	62 906	63 318	63 830	63 251	-0,1%	0,8%
Autres crédits	10 860	10 383	10 204	9 859	9 667	8 793	8 750	10 373	18,0%	5,2%
<b>Encours sain</b>	<b>328 810</b>	<b>326 806</b>	<b>334 998</b>	<b>338 584</b>	<b>348 644</b>	<b>349 044</b>	<b>349 524</b>	<b>354 625</b>	<b>1,6%</b>	<b>4,7%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	61 575	61 254	63 664	62 757	62 229	63 714	62 042	60 999	-4,3%	-2,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	46 047	46 436	48 961	48 814	49 052	50 426	49 062	48 520	-3,8%	-0,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 865	4 515	4 372	4 001	3 438	3 613	3 357	3 230	-10,6%	-19,3%
<i>Crédit-bail</i>	10 663	10 303	10 330	9 941	9 739	9 675	9 623	9 250	-4,4%	-7,0%
Crédits à l'habitat	289 887	306 736	333 777	353 656	358 997	363 552	364 206	363 656	0,0%	2,8%
Autres crédits	4 349	4 142	3 565	3 504	3 421	3 340	3 271	3 184	-4,7%	-9,1%
<b>Encours sain</b>	<b>355 811</b>	<b>372 132</b>	<b>401 006</b>	<b>419 917</b>	<b>424 648</b>	<b>430 606</b>	<b>429 519</b>	<b>427 840</b>	<b>-0,6%</b>	<b>1,9%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	2 008	1 057	1 630	3 269	3 145	12 496	15 891	9 375	-25,0%	n.s.
<i>Crédits de trésorerie</i>	944	765	868	1 561	1 282	11 432	14 401	8 065	-29,5%	n.s.
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1 064	292	762	1 707	1 864	1 064	1 490	1 309	23,1%	-23,3%
Crédits d'investissement	12 525	12 905	11 765	13 258	12 778	12 523	12 767	12 396	-1,0%	-6,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	12 091	12 193	11 216	12 797	12 387	12 170	12 444	12 011	-1,3%	-6,1%
Autres crédits	0	0	0	0	0	100	100	100	0,1%	n.s.
<b>Encours sain</b>	<b>14 533</b>	<b>13 962</b>	<b>13 395</b>	<b>16 526</b>	<b>15 923</b>	<b>25 119</b>	<b>28 758</b>	<b>21 871</b>	<b>-12,9%</b>	<b>32,3%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>15 545</b>	<b>12 921</b>	<b>12 465</b>	<b>11 578</b>	<b>11 271</b>	<b>11 266</b>	<b>12 636</b>	<b>14 261</b>	<b>26,6%</b>	<b>23,2%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>714 699</b>	<b>725 821</b>	<b>761 864</b>	<b>786 605</b>	<b>800 485</b>	<b>816 035</b>	<b>820 436</b>	<b>818 597</b>	<b>0,3%</b>	<b>4,1%</b>
Créances douteuses brutes	23 806	25 162	28 103	28 202	28 868	28 632	27 868	31 129	8,7%	10,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	9 610	9 963	12 431	12 292	12 472	13 041	12 422	14 595	11,9%	18,7%
(dt) <i>Entreprises</i>	5 218	4 999	8 345	7 649	7 823	8 238	7 682	9 861	19,7%	28,9%
(dt) <i>Ménages</i>	4 341	4 571	3 848	4 435	4 439	4 613	4 553	4 425	-4,1%	-0,2%
<i>Provisions</i>	14 197	15 199	15 672	15 911	16 396	15 591	15 446	16 534	6,1%	3,9%
<b>Encours brut total</b>	<b>738 505</b>	<b>750 982</b>	<b>789 967</b>	<b>814 807</b>	<b>829 353</b>	<b>844 667</b>	<b>848 304</b>	<b>849 726</b>	<b>0,6%</b>	<b>4,3%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	3,22%	3,35%	3,56%	3,46%	3,48%	3,39%	3,29%	3,66%	0,27 pts	0,20 pts
<i>Taux de provisionnement</i>	59,6%	60,4%	55,8%	56,4%	56,8%	54,5%	55,4%	53,1%	-1,3 pts	-3,3 pt

## Ensemble des établissements de crédit

En millions de XPF	juin-16	juin-17	juin-18	juin-19	sept-19	déc-19	mars-20	juin-20	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	80 367	79 470	78 935	84 149	88 117	86 603	86 448	90 306	4,3%	7,3%
<i>Créances commerciales</i>	2 922	2 862	2 746	2 244	2 874	2 125	1 922	1 394	-34,4%	-37,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	50 355	52 145	52 970	58 854	62 442	61 265	60 430	68 061	11,1%	15,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 452	1 502	1 768	1 858	1 862	1 882	1 932	2 230	18,5%	20,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	27 090	24 463	23 219	23 051	22 801	23 214	24 097	20 851	-10,2%	-9,5%
Crédits d'investissement	226 682	229 932	231 514	232 644	239 276	247 031	248 720	248 491	0,6%	6,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	217 188	220 873	222 611	223 298	229 767	237 295	239 207	239 147	0,8%	7,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5 221	4 879	4 693	4 855	4 796	4 783	4 773	4 752	-0,7%	-2,1%
<i>Crédit-bail</i>	9 494	9 058	8 903	9 346	9 510	9 736	9 513	9 345	-4,0%	0,0%
Crédits à l'habitat	140 114	147 308	155 525	160 350	162 084	161 829	162 846	162 870	0,6%	1,6%
Autres crédits	11 073	10 570	10 365	9 992	9 800	8 987	8 943	10 537	17,2%	5,5%
<b>Encours sain</b>	<b>458 236</b>	<b>467 280</b>	<b>476 340</b>	<b>487 135</b>	<b>499 277</b>	<b>504 451</b>	<b>506 958</b>	<b>512 203</b>	<b>1,5%</b>	<b>5,1%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	72 697	72 588	75 095	74 956	74 911	76 607	74 868	73 530	-4,0%	-1,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	57 169	57 771	60 392	61 013	61 734	63 318	61 888	61 051	-3,6%	0,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 865	4 515	4 372	4 001	3 438	3 613	3 357	3 230	-10,6%	-19,3%
<i>Crédit-bail</i>	10 663	10 303	10 330	9 941	9 739	9 675	9 623	9 250	-4,4%	-7,0%
Crédits à l'habitat	370 968	389 895	410 431	426 493	430 340	436 097	438 246	438 411	0,5%	2,8%
Autres crédits	4 414	4 201	3 619	3 549	3 464	3 381	3 311	3 223	-4,7%	-9,2%
<b>Encours sain</b>	<b>448 079</b>	<b>466 685</b>	<b>489 146</b>	<b>504 998</b>	<b>508 715</b>	<b>516 085</b>	<b>516 425</b>	<b>515 164</b>	<b>-0,2%</b>	<b>2,0%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	2 008	1 057	1 630	3 269	3 145	12 496	15 891	9 375	-25,0%	n.s.
<i>Crédits de trésorerie</i>	944	765	868	1 561	1 282	11 432	14 401	8 065	-29,5%	n.s.
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1 064	292	762	1 707	1 864	1 064	1 490	1 309	23,1%	-23,3%
Crédits d'investissement	111 405	124 538	134 496	142 223	146 895	150 254	147 662	159 834	6,4%	12,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	110 972	123 826	133 947	141 762	146 504	149 901	147 339	159 449	6,4%	12,5%
<i>Crédit-bail</i>	434	713	549	461	391	353	323	385	9,0%	-16,5%
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
Autres crédits	129	120	111	101	99	197	196	192	-2,3%	89,3%
<b>Encours sain</b>	<b>113 542</b>	<b>125 715</b>	<b>136 237</b>	<b>145 593</b>	<b>150 140</b>	<b>162 947</b>	<b>163 749</b>	<b>169 401</b>	<b>4,0%</b>	<b>16,4%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>37 586</b>	<b>36 793</b>	<b>36 411</b>	<b>34 640</b>	<b>34 631</b>	<b>34 787</b>	<b>35 437</b>	<b>36 328</b>	<b>4,4%</b>	<b>4,9%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>1 057 443</b>	<b>1 096 473</b>	<b>1 138 134</b>	<b>1 172 366</b>	<b>1 192 763</b>	<b>1 218 270</b>	<b>1 222 570</b>	<b>1 233 097</b>	<b>1,2%</b>	<b>5,2%</b>
<i>dont ECHZE</i>	342 744	370 652	376 270	385 761	392 278	402 235	402 133	414 500	3,0%	7,4%
Créances douteuses brutes	32 262	33 246	42 011	42 413	43 093	42 841	42 021	45 422	6,0%	7,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	14 666	14 692	22 029	20 578	20 619	21 093	20 279	22 919	8,7%	11,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	9 274	8 580	16 488	14 502	14 588	15 083	14 474	17 192	14,0%	18,6%
<i>(dt) Ménages</i>	5 342	5 718	5 303	5 868	5 810	5 811	5 609	5 407	-7,0%	-7,9%
Provisions	17 596	18 554	19 982	21 835	22 474	21 748	21 742	22 503	3,5%	3,1%
<b>Encours brut total</b>	<b>1 089 705</b>	<b>1 129 719</b>	<b>1 180 145</b>	<b>1 214 779</b>	<b>1 235 855</b>	<b>1 261 111</b>	<b>1 264 591</b>	<b>1 278 519</b>	<b>1,4%</b>	<b>5,2%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	2,96%	2,94%	3,56%	3,49%	3,49%	3,40%	3,32%	3,55%	0,2 pts	0,1 pts
<i>Taux de provisionnement</i>	54,5%	55,8%	47,6%	51,5%	52,2%	50,8%	51,7%	49,5%	-1,2 pts	-1,9 pt

### METHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
  - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local, présentée ici, exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.
- Le concept de position extérieure nette, retenu dans les statistiques de l'IEOM, représente la différence entre les avoirs et les engagements hors de la place bancaire des établissements de crédit locaux, soit essentiellement le solde (Actif-Passif) des opérations de trésorerie et interbancaires des EC d'une géographie en dehors de cette géographie (« hors du territoire ou département outre-mer » pour les contreparties résidentes, et toutes zones pour les contreparties non résidentes).